



400

TOITS | DAKEN

RÉSULTATS DU

FACE-À-FACE
POUR
UN LOGEMENT





400
TOITS | DAKEN

RÉSULTATS DU
FACE-À-FACE
POUR
UN LOGEMENT

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| RESUMÉ | 5 |
| LA CAMPAGNE 400TOITS | 7 |
| LE FACE-À-FACE POUR UN LOGEMENT | 9 |
| RÉSULTATS DU « FACE-À-FACE POUR UN LOGEMENT » | 11 |
| → Méthodologie | 11 |
| → Participation aux entretiens | 13 |
| → Degré de vulnérabilité | 14 |
| → Profil démographique des personnes interviewées | 16 |
| → Résultats du questionnaire | 19 |
| CONCLUSION | 33 |
| REMERCIEMENTS | 35 |

RESUMÉ

3 nuits d'enquête sur le terrain à Bruxelles (région)

250+ bénévoles encadrés par 22 chefs d'équipe

528 personnes rencontrées dans la rue

294 entretiens

32% de personnes à vulnérabilité élevée (sur une échelle standardisée, communément admise)

78% dorment fréquemment à l'extérieur

65% n'ont pas eu de logement stable depuis plus d'un an

51% sans revenus

22% ne peuvent subvenir à aucun de leurs besoins vitaux (se laver, changer de vêtements, aller à la toilette, trouver de la nourriture et de l'eau potable)

17% ont dû quitter leur logement à cause de problèmes de santé mentale ou de consommation d'alcool ou de drogue.

49% ont été attaquées ou battues en rue

35% ont un problème de santé chronique, touchant des organes vitaux



400 Toits est une campagne citoyenne visant à créer 400 logements stables pour les personnes sans-abri les plus vulnérables. L'enquête «Face-à-Face pour un Logement» vise à fournir des informations fiables afin de renforcer les chances de succès de la campagne.

www.400toits.brussels

LA CAMPAGNE 400TOITS

La campagne 400Toits a pour objectif de trouver, d'ici 2020, 400 logements stables pour les personnes dormant en rue dans la région de Bruxelles-Capitale. Ce nombre fait référence au dénombrement de La Strada en 2014, durant lequel 400 personnes avaient été comptées en rue. Les besoins sont plus grands, mais le projet ici est d'arriver à un premier cap mesurable, ambitieux mais tout de même réaliste, d'ici fin 2020. Il s'agit aussi de sensibiliser les décideurs, les sociétés de logement, les propriétaires fonciers, les investisseurs et le grand public afin de mettre en place des solutions durables et adaptées face à cette importante problématique sociétale qui requiert des actions immédiates et sur le long terme.



©400toits - FL. Carvajalo


Les personnes vivant en rue en permanence sont de ce fait particulièrement vulnérables. Pour les membres de la campagne 400Toits, il est impératif de leur trouver une solution durable. Cette solution réside à la fois dans la création supplémentaire de logements et dans l'accompagnement, suivant les besoins, des personnes ainsi relogées.

La campagne 400Toits s'inscrit dans un mouvement plus global. Elle adhère à la Campagne européenne sur l'élimination du sans-abrisme coordonnée par World Habitat en collaboration avec la FEANTSA (Fédération européenne des associations nationales travaillant avec les sans-abri).

Au niveau de Bruxelles, 400Toits est portée pour l'instant par:



Avec le soutien financier de



**Comme pour tous les problèmes,
avant d'apporter une solution efficace,
il faut en connaître la nature exacte.**

LE FACE-À-FACE POUR UN LOGEMENT

L'un des principes fondateurs de la campagne 400Toits est l'utilisation d'informations fiables pour mettre fin au sans-abrisme. C'est dans cette optique que la campagne 400Toits a organisé, du 26 au 29 juin 2017, la semaine «Face-à-face pour un logement», dont l'objectif était d'aller interviewer les personnes vivant en rue dans la Région de Bruxelles-Capitale. Cette initiative représente un changement qualitatif important pour la définition de solutions pour mettre fin au sans-abrisme, transformant un problème abstrait en données détaillées et fiables.

Cette première action avait pour principale mission de connaître chaque personne sans-abri par son nom, d'identifier ses besoins tant sociaux que médicaux et d'imaginer les solutions de logement, en priorisant les personnes les plus vulnérables en termes de risque de mortalité. L'enquête sert également à maintenir à jour les informations et à suivre les progrès réalisés. Ce n'est pas simplement à des fins de recherche.

Le succès de la semaine «Face-à-face pour un logement» est lié à la mobilisation de nombreux bénévoles et travailleurs de terrain animés par l'ambition de mettre fin au sans-abrisme. Chaque soir, une centaine de bénévoles (Face-à-face et Reporters) et 22 chefs d'équipe ont sillonné les rues de Bruxelles à la rencontre de personnes sans-abri. En journée, une dizaine de bénévoles assurait l'encodage des données recueillies la veille.

Ce rapport présente les résultats de la semaine «Face-à-face pour un logement». En voici les différentes sections:

- ▶ Méthodologie
- ▶ Participation aux entretiens
- ▶ Degré de vulnérabilité
- ▶ Profil démographique
- ▶ Résultats aux questionnaires

RÉSULTATS DU « FACE-À-FACE POUR UN LOGEMENT »

MÉTHODOLOGIE

Durant trois nuits consécutives (du 26 au 29 juin 2017), travailleurs de rue et bénévoles ont interviewé des personnes sans-abri sur l'ensemble de la ville de Bruxelles afin d'évaluer leurs besoins par le biais du questionnaire VI-SP-DAT (Vulnerability Index – Service Prioritization Decision Assistance Tool), un outil standardisé créé par Community Solutions et OrgCode et qui couvre tant les facteurs de risques médicaux que sociaux. Ce questionnaire aide à construire un registre avec les noms, les conditions de santé ainsi que les histoires institutionnelles et sociales des personnes sans-abri et ce, conformément à la loi et dans le respect de la vie privée. Il s'agissait d'enregistrer les réponses données par les personnes rencontrées, sans les interpréter ou les remettre en question.

Le questionnaire a fait l'objet d'une analyse approfondie afin de s'assurer qu'il soit conforme et adapté au contexte belge. Notons ainsi que la question 7 relative aux démêlés avec la justice n'a pas été posée lors des rencontres dans la mesure où en Belgique, les données relatives à des suspicions, des poursuites et des condamnations ne peuvent être traitées.

Les enquêtes se sont déroulées en soirée, entre 20h et 23h30, afin de viser au mieux les personnes dormant en rue. Il est probable qu'un plus grand nombre de personnes aurait peut-être pu être rencontré si les enquêtes avaient été réalisées plus tard.

**Tous animés d'une envie commune
de renverser la vapeur,
d'arrêter de considérer le problème
du sans-abrisme comme insoluble.**

En termes de public visé par les entretiens, il s'agissait exclusivement d'adultes isolés¹ dormant en rue au moment de l'événement, à l'exception des migrants en transit². Etant donné la diversité linguistique du public sans-abri à Bruxelles, le questionnaire était disponible en six langues: français, néerlandais, anglais, polonais, roumain et arabe. Nous restons conscients que la problématique du sans-abrisme est plus large que le sans-abrisme de rue mais il s'agit ici de réaliser un premier pas vers la fin du sans-abrisme à Bruxelles en commençant par un public précis.

Le Face-à-face pour un logement visait l'ensemble du territoire de Bruxelles-Capitale, en donnant la priorité aux zones dans lesquelles le nombre de personnes sans-abri était plus élevé (ex: les trois gares principales et l'intérieur du pentagone). Il n'a néanmoins pas été possible, en trois soirées, de couvrir les 19 communes.



¹ Au vu de la spécificité du public sans-abri belge, il a été décidé d'interviewer uniquement les personnes de plus de 18 ans et isolées, c'est-à-dire vivant seules.

² L'objectif final étant de trouver des logements adaptés et permanents, seules les personnes ayant le désir de s'établir en Belgique ont été interviewées.

PARTICIPATION AUX ENTRETIENS

528 personnes sans-abri ont été rencontrées dans les rue de Bruxelles-Capitale durant les trois soirées de la semaine Face-à-face pour un logement, du 26 au 29 juin 2017.

Parmi ces 528 personnes, 234 n'ont pas désiré participer (voir les raisons ci-dessous) contre 294 qui ont complété l'enquête. Deux doublons n'ont pas été pris en compte ainsi que 9 enquêtes dans la mesure où elles ont été interrompues.

Sur les 294 participants, 78% ont déclaré qu'ils dormaient le plus fréquemment à l'extérieur.

Note : Les résultats du rapport s'appuient sur les 294 entretiens réalisés. Les pourcentages donnés sont donc calculés sur un total qui exclut ceux qui ont refusé de répondre ou ceux dont les informations n'ont pas été recueillies.

LES RAISONS DE LA NON-PARTICIPATION

Plusieurs personnes rencontrées du 26 au 29 juin 2017 – à savoir 233 – n'ont pas pris part aux interviews. Les raisons avancées étaient les suivantes:

| RAISONS DE NON-PARTICIPATION | NOMBRE | POURCENTAGE |
|-------------------------------------|------------|--------------|
| Refus | 115 | 49 % |
| Barrière linguistique | 35 | 15 % |
| Impossible à réveiller | 26 | 11 % |
| Non pertinent pour la personne | 21 | 9 % |
| Pas le temps | 10 | 4 % |
| Problèmes de santé mentale supposés | 9 | 4 % |
| Abandon | 9 | 4 % |
| Insécurité | 7 | 3 % |
| Propos incompréhensibles | 2 | 1 % |
| TOTAL | 234 | 100 % |

49% ont refusé de prendre part à l'interview sans donner de raison spécifique. La barrière linguistique représente la deuxième raison ayant amené certaines personnes à ne pas participer. Les langues les plus courantes parmi les participants sont le français, le polonais, le roumain et l'arabe. L'instruction donnée aux bénévoles étant de ne pas être trop ferme pour réveiller la personne, «impossible à réveiller» fut la troisième raison la plus citée pour la non-participation.

DEGRÉ DE VULNÉRABILITÉ

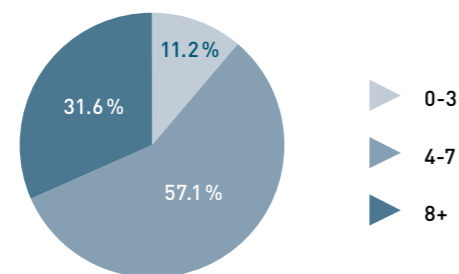
Le degré de vulnérabilité des personnes est obtenu par un système de score attribué en fonction des réponses données à chaque question du VI-SPDAT, le score total allant de 0 à 16. Grâce aux scores, il est possible de prioriser les personnes sans-abri les plus vulnérables en termes de risque de mortalité.

Les scores de vulnérabilité sont regroupés en trois catégories distinctes, liées à différentes recommandations:

- 0 à 3: vulnérabilité faible – aucune intervention pour un hébergement
- 4 à 7: vulnérabilité moyenne – évaluation pour un relogement rapide
- 8+: évaluation pour un logement durable avec accompagnement intensif

Seule une minorité des interviewés – 33 personnes – a été enregistrée avec une vulnérabilité faible. Près des deux tiers (57,1%) intègrent la catégorie «4-7». 93 personnes présentent un degré de vulnérabilité élevé. (Figure 1a)

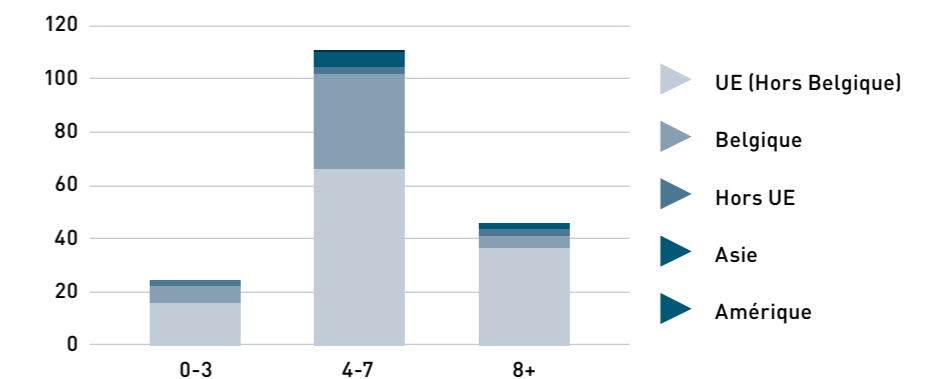
FIGURE 1A - SCORE DE VULNÉRABILITÉ



| SCORE DE VULNÉRABILITÉ | NOMBRE | POURCENTAGE |
|----------------------------|------------|--------------|
| 0-3: Vulnérabilité faible | 33 | 11,2 % |
| 4-7: Vulnérabilité moyenne | 168 | 57,1 % |
| 8+: Vulnérabilité élevée | 93 | 31,6 % |
| TOTAL | 294 | 100 % |

Parmi les citoyens de l'Union européenne (hors Belgique), 39,1% présentent une vulnérabilité élevée tandis que parmi les citoyens belges, il y en a 27,2%. Ces proportions sont presque semblables pour la catégorie de vulnérabilité «4-7», à savoir respectivement 39,3% et 21,4%. (Figure 1b)

FIGURE 1B - DEGRÉ DE VULNÉRABILITÉ ET NATIONALITÉ



| SCORE DE VULNÉRABILITÉ | UE (HORS BELGIQUE) | BELGIQUE | HORS UE | ASIE | AMÉRIQUE |
|----------------------------|--------------------|-----------|----------|----------|----------|
| 0-3: Vulnérabilité faible | 16 | 6 | 2 | 0 | 0 |
| 4-7: Vulnérabilité moyenne | 66 | 36 | 3 | 5 | 1 |
| 8+: Vulnérabilité élevée | 36 | 5 | 3 | 2 | 0 |
| TOTAL | 118 | 47 | 8 | 7 | 1 |

En termes d'âge, 35 personnes sur les 93 (37,6%) qui ont une vulnérabilité élevée sont âgées entre 36 et 45 ans. Notons que dans cette catégorie de vulnérabilité, deux personnes n'ont pas précisé leur âge. Par ailleurs, près de deux tiers (62,6%) des personnes âgées entre 46 et 59 ans sont répertoriées dans la catégorie de vulnérabilité «4-7».

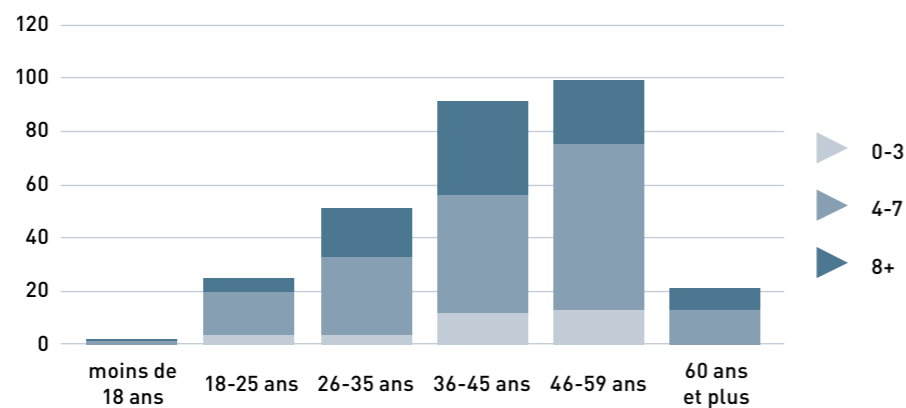
Au niveau du genre, 56,5% des hommes et 62,9% des femmes ont un degré de vulnérabilité entre 4 et 7.

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

AGE

26,5% des participants ont 35 ans ou moins. 7,1% des sondés sont âgés de 60 ans ou plus. La catégorie d'âge la plus représentée est celle des «46-59 ans» avec 33,7%, soit un tiers des personnes rencontrées. Pour rappel, les enquêtes visaient uniquement les adultes isolés. Ainsi, les statistiques présentées ici peuvent quelque peu différer des réalités du terrain. (Figure 2)

FIGURE 2 - GROUPE D'ÂGE



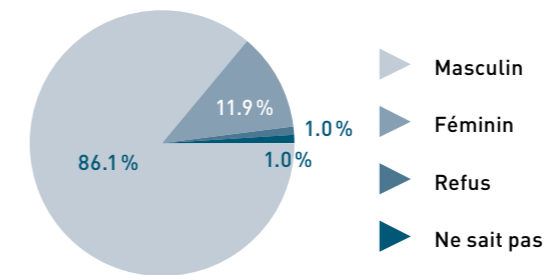
| SCORE DE VULNÉRABILITÉ | MOINS DE 18 ANS | 18-25 ANS | 26-35 ANS | 36-45 ANS | 46-59 ANS | 60 ANS ET PLUS |
|----------------------------|-----------------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------|
| 0-3: Vulnérabilité faible | 0 | 4 | 4 | 12 | 13 | 0 |
| 4-7: Vulnérabilité moyenne | 1 | 16 | 29 | 44 | 62 | 13 |
| 8+: Vulnérabilité élevée | 1 | 5 | 18 | 35 | 24 | 8 |
| TOTAL | 2 | 25 | 51 | 91 | 99 | 21 |

Notons que 6 personnes sur 294 n'ont donné ni leur date de naissance, ni leur âge. Par ailleurs, il est important de signaler que la date de naissance ne correspondait pas toujours à l'âge exprimé. Pour ces statistiques, nous nous sommes basés sur l'âge exprimé.

GENRE

86,1% des participants sont des hommes et 11,9% des femmes. Trois personnes ont refusé de répondre et trois personnes ont déclaré ne pas savoir. (Figure 3)

FIGURE 3 - GENRE



Environ la même proportion de femmes (37,1%) et d'hommes (35,6%) a affirmé que leur itinérance avait été causée par un traumatisme.

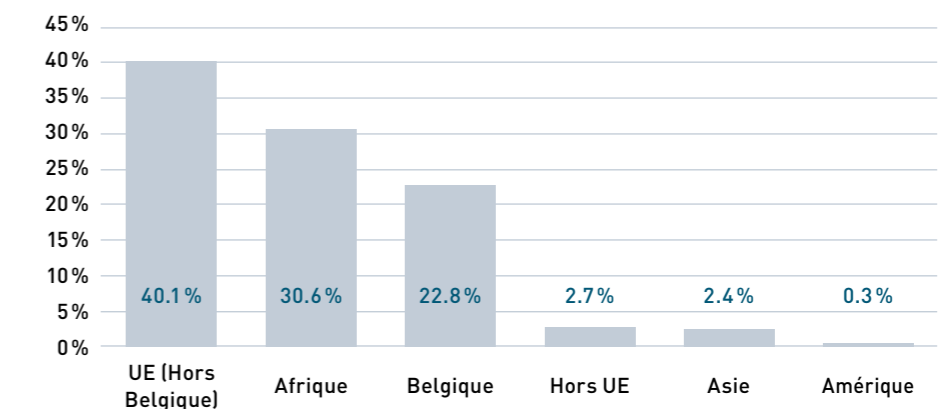
PAYS D'ORIGINE

22,8% des participants ont dit être originaires de Belgique, dont 2 personnes avec une double nationalité, l'une belgo-française et l'autre belgo-marocaine.

Les autres grands groupes en termes de nationalité sont les personnes dont le pays d'origine est la Pologne (18,7%), le Maroc (15%) et la Roumanie (9,2%).

40,1% des participants viennent d'un pays de l'Union européenne autre que la Belgique. Le reste se répartit comme suit: 30,6% d'Afrique, 2,7% de pays européens hors Union européenne, 2,4% d'Asie et 0,3% d'Amérique. (Figure 4)

FIGURE 4 - PAYS D'ORIGINE



Notons que 3 personnes n'ont pas répondu à la question sur leur pays d'origine.

RÉFUGIÉS, DEMANDEURS D'ASILE ET MIGRANTS

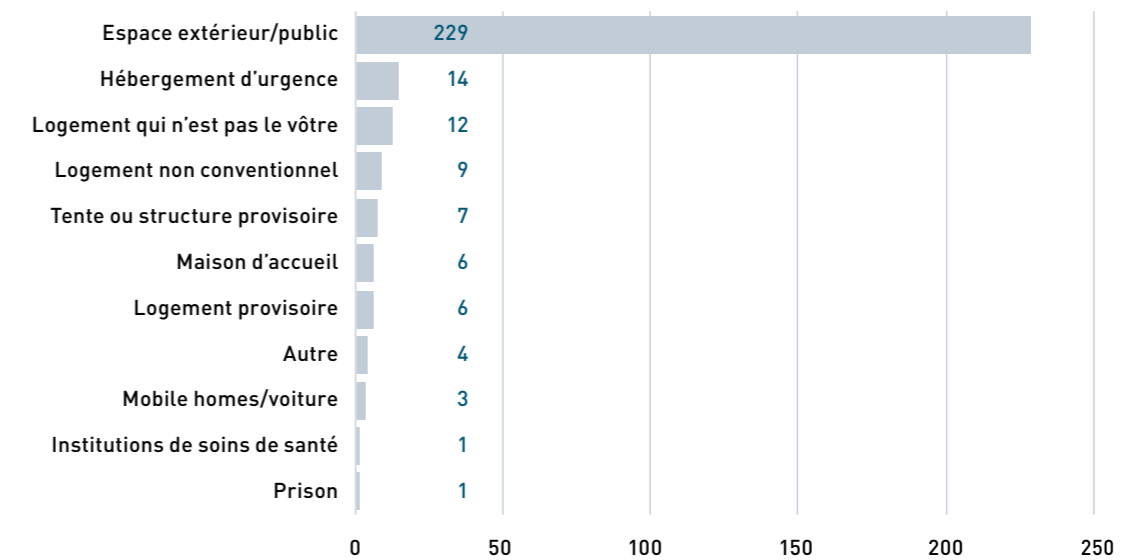
Parmi les 224 personnes qui ont dit venir d'un autre pays que la Belgique, 31,7% ont répondu «oui» à la question «Etes-vous un demandeur d'asile, un réfugié ou un migrant en Belgique?». Parmi cette catégorie, plus d'un quart (26,4%) est arrivé en Belgique depuis une période entre 10 et 20 ans. 27,8% y séjournent depuis moins de 10 ans et 12,5% depuis plus de 20 ans.

Ces chiffres, basés sur les réponses des personnes rencontrées, suscitent de nombreuses interrogations parmi lesquelles la façon dont se considèrent (en termes de statut) les personnes qui ont répondu «non» à cette même question. Les enquêtes menées ici n'offrent pas de pistes de réponse.

RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE

La grande majorité (78%) a déclaré dormir le plus fréquemment à l'extérieur ou dans l'espace public (stations de métro, gare, etc.). (Figure 5)

FIGURE 5 - OÙ DORMEZ-VOUS HABITUELLEMENT?



Nous ignorons les raisons pour lesquelles les 65 personnes qui n'ont pas signalé dormir principalement en rue se trouvaient à l'extérieur le jour de l'enquête. Cela peut être dû à un manque d'accès aux endroits où ils dorment habituellement, comme dans les centres d'urgence, chez les amis/la famille, etc.

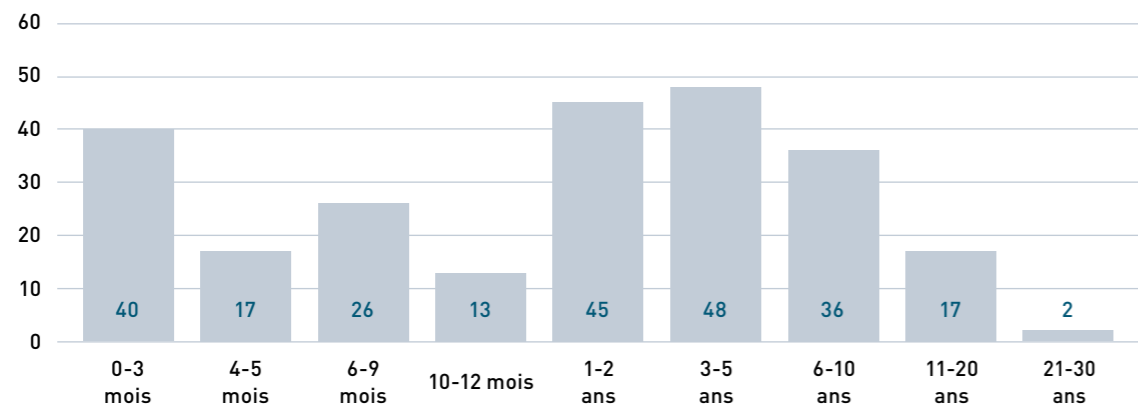
PÉRIODE D'ITINÉRANCE

65% des participants ont déclaré ne plus avoir eu de logement stable et permanent depuis plus d'un an. Parmi ceux-ci, plus de la moitié (53,9%) n'a plus de logement depuis plus de 3 ans.

25 est le nombre le plus élevé d'années passées en rue parmi les participants. Il faut toutefois noter que 43 personnes ayant déclaré ne pas avoir eu de logement depuis plus d'un an n'ont pas précisé le nombre d'années exactes vécues en rue.

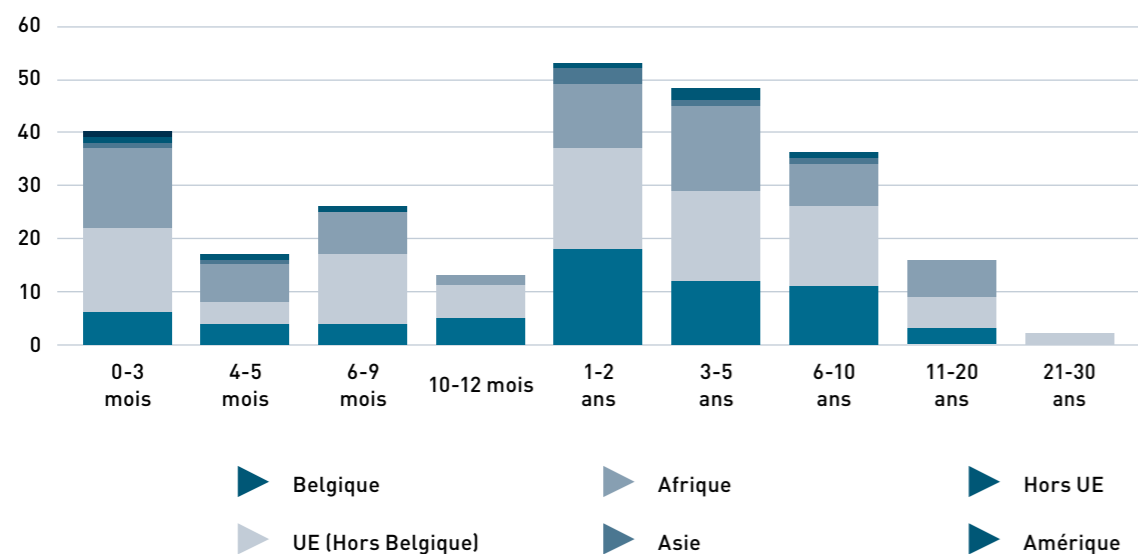
Parmi les personnes ayant dormi un an ou moins en rue, la majorité (41,7%) se trouve dans la catégorie «0-3 mois». (Figure 6a)

FIGURE 6A - A QUAND REMONTE LA DERNIÈRE FOIS QUE VOUS AVEZ EU UN LOGEMENT STABLE ET PERMANENT?



Parmi ceux qui n'ont plus de logement depuis plus d'un an, on retrouve 71,4% des Asiatiques, 70,1% des Belges, 64,4% des personnes qui viennent d'un pays de l'Union européenne (hors Belgique), 62,5% des personnes venant d'un pays européen (hors UE) et 61,1% des Africains. En d'autres termes, les Belges font partie des personnes sans-abri qui ont le plus de risques de rester en rue plus d'un an. (Figure 6b)

FIGURE 6B - ITINÉRANCE ET NATIONALITÉ



Plus de la moitié des hommes (53,1%) vivent en rue depuis plus d'un an comparé à 34,3% des femmes. Par ailleurs, parmi les personnes ayant passé entre 11 et 30 ans en rue, il n'y a que des hommes. Les femmes sont davantage représentées dans la catégorie «6-9 mois» (17,1%). Précisons que 34 hommes et 6 femmes (parmi ceux depuis plus d'un an en rue) n'ont pas précisé le nombre d'années passées en rue.

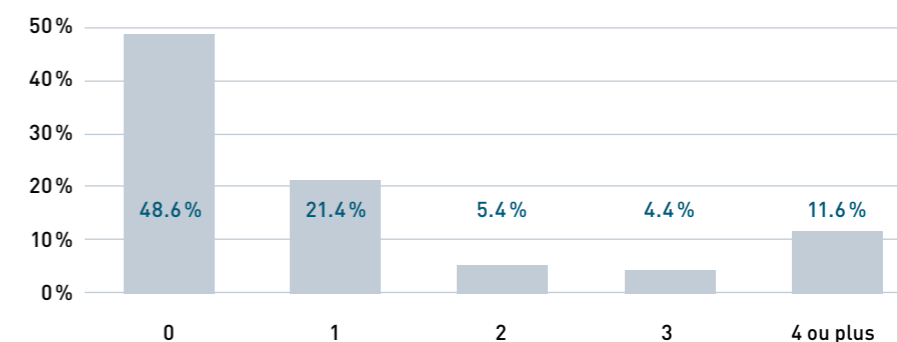
En termes d'âge, les personnes âgées sont plus susceptibles d'être représentées dans les catégories de périodes d'itinérance plus longues. Ainsi, 69,6% des 18-25 ans ont déclaré ne plus avoir de logement stable depuis un an ou moins alors que 67,1% des 46-59 ans ne possèdent plus un tel logement depuis plus d'un an. En outre, plus de la moitié (52,9%) des personnes âgées de 60 ans et plus se situent dans les catégories d'itinérance de 3 ans et plus.

Il existe une corrélation entre les longues périodes d'itinérance et les niveaux de vulnérabilité élevée en raison d'une santé et d'un bien-être plus précaires. Il n'est donc pas surprenant que 54% des personnes dans la catégorie «8+» soient en rue depuis 3 ans ou plus.

RISQUES³

48,6% des personnes ont déclaré n'avoir jamais été reçues dans une salle ou un service d'urgence au cours des 6 derniers mois. Mais 21,4% ont été reçues une fois et 11,6% quatre fois ou plus. Parmi ces derniers, 14 personnes ont déclaré être allées entre 5 et 10 fois dans un service d'urgence, 1 personne 20 fois, 1 autre 26 fois et une dernière 36 fois. (Figure 7a)

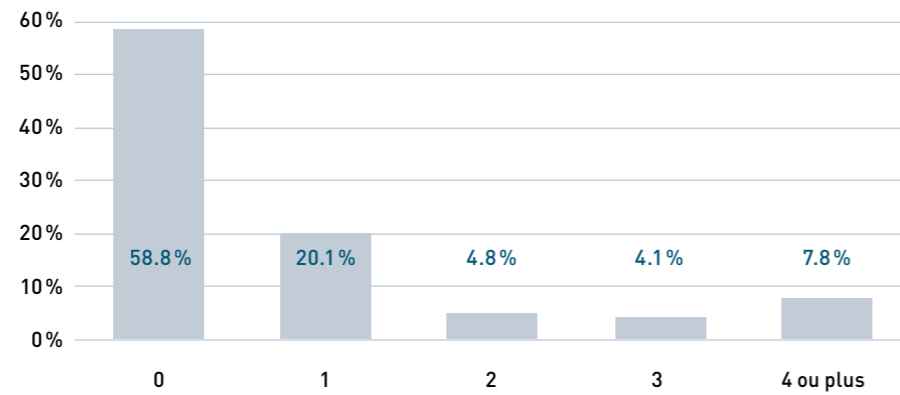
FIGURE 7A - AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS, COMBIEN DE FOIS AVEZ-VOUS REÇU DES SOINS DANS UN SERVICE D'URGENCE?



³ Différentes questions relatives aux risques (pour soi-même ou pour les autres) ont été posées aux personnes interviewées. Notons que pour certaines questions de la section «Risques» [de 4a à 4f dans le questionnaire, correspondant aux figures 7a à 7f], les intervieweurs devaient écrire, dans la case, un nombre de fois précis. Mais les réponses ont souvent été complétées de manière incorrecte. Plutôt que d'écrire un nombre précis, de nombreux interviewés ont noté «oui» ou «non». Les réponses «oui» ont été encodées comme «1» dans le Googleform, les réponses «non» comme «0». Le nombre réel de fois peut, pour de nombreux participants, être plus élevés.

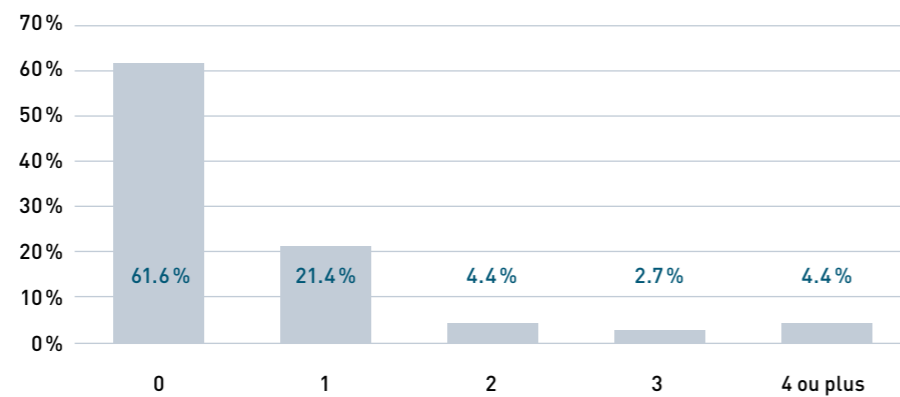
Plus de 20% des participants ont été amenés une fois en ambulance à l'hôpital et 16,7% deux fois ou plus. (Figure 7b)

FIGURE 7B - AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS, COMBIEN DE FOIS AVEZ-VOUS ÉTÉ AMENÉ À L'HÔPITAL EN AMBULANCE?



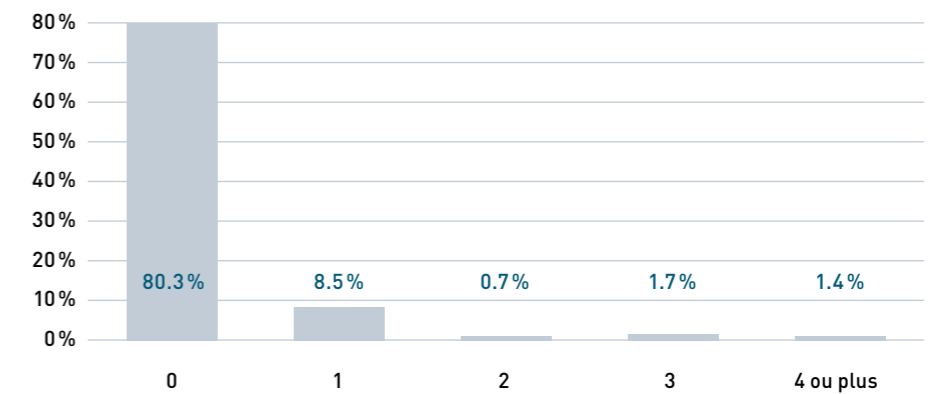
21,4% ont été hospitalisées une fois au cours des six derniers mois et 11,6% plus d'une fois. (Figure 7c)

FIGURE 7C - AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS, COMBIEN DE FOIS AVEZ-VOUS ÉTÉ HOSPITALISÉ?



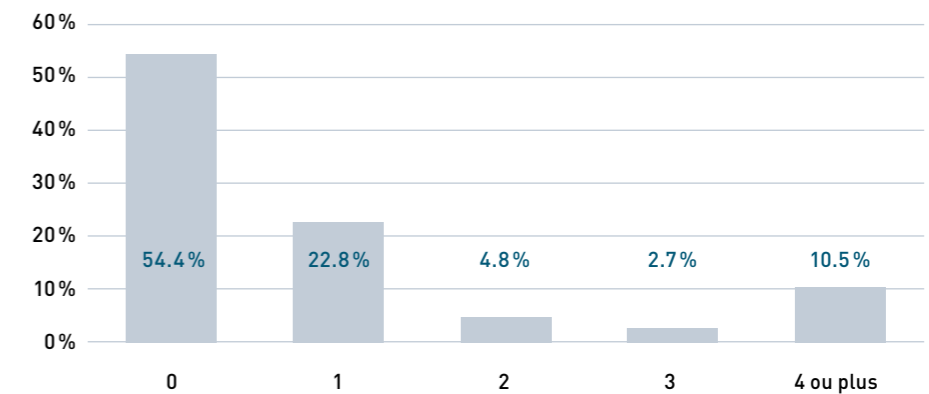
12,3% des participants ont fait appel à un service de crise (pour agression sexuelle, violence conjugale, santé mentale, prévention suicide, etc.) une fois ou plus d'une fois. (Figure 7d)

FIGURE 7D - AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS, COMBIEN DE FOIS AVEZ-VOUS EU RECOURS À DES SERVICES DE CRISE?



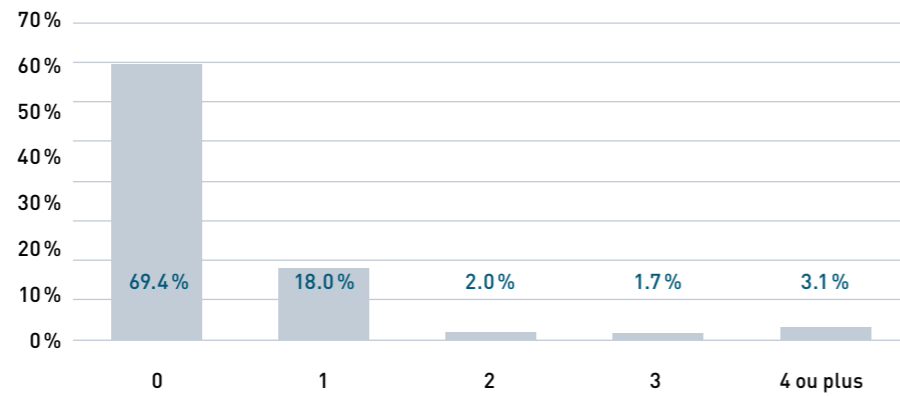
Plus d'un cinquième (22,8%) des interviewés ont parlé à la police parce qu'ils étaient victime ou suspect d'un – délit/d'une agression ou parce qu'il leur a été demandé de quitter les lieux. 53 personnes ont parlé avec les agents de police plus d'une fois parmi lesquelles 31 quatre fois ou plus. (Figure 7e)

FIGURE 7E - AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS, COMBIEN DE FOIS AVEZ-VOUS PARLÉ AVEC DES POLICIERS PARCE QUE VOUS AVEZ ÉTÉ TÉMOIN OU VICTIME D'UN DÉLIT/ D'UNE AGRESSION OU PARCE QUE VOUS ÉTIEZ UN SUSPECT, OU PARCE QU'ILS VOUS ONT DEMANDÉ DE QUITTER LES LIEUX?



24,8% des personnes rencontrées ont au moins passé une nuit en prison ou en cellule de dégrisement. (Figure 7f)

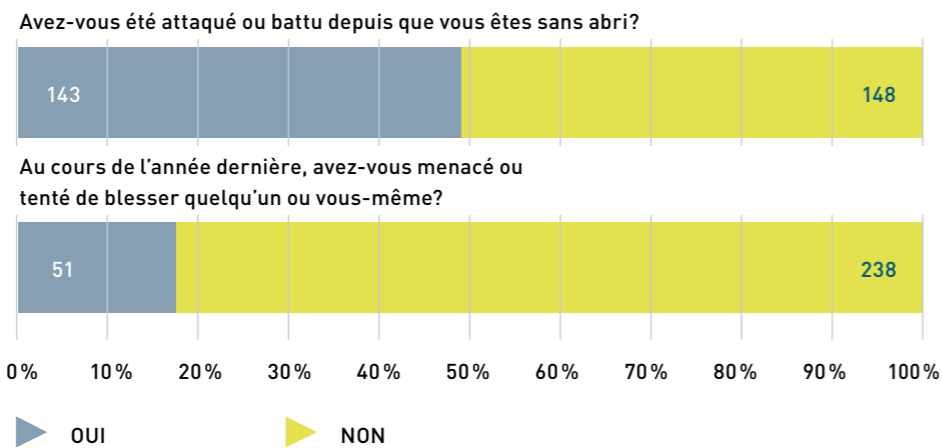
FIGURE 7F - AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS, COMBIEN DE FOIS AVEZ-VOUS ÉTÉ EN CELLULE OU EN PRISON AU MOINS UNE NUIT, QU'IL S'AGISSE D'UN SÉJOUR À COURT, MOYEN OU LONG TERME?



Presque la moitié (48,6%) des personnes interviewées ont déclaré avoir été attaquées ou battues depuis qu'elles sont sans abri. Il n'y a pas de différence significative entre les femmes et les hommes: respectivement 48,6% et 48,2% disent avoir été attaqués ou battus.

17,3% des participants ont dit avoir menacé ou tenté de blesser quelqu'un d'autre ou eux-mêmes. Parmi ceux-ci, il y a 16,6% d'hommes et 22,9% de femmes, mettant en évidence une différence en termes de genre. (Figure 8)

FIGURE 8

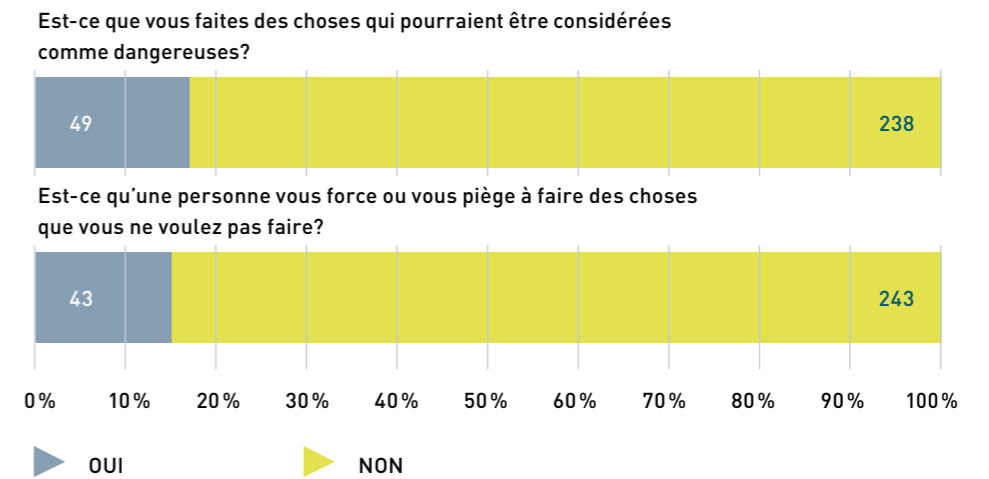


14,6% des personnes sondées ont dit qu'elles ont été forcées ou piégées à

faire des choses qu'elles ne désiraient pas faire.

16,5% des participants ont dit qu'ils faisaient des choses qui peuvent être considérées comme dangereuses, par exemple se prostituer, échanger des seringues, avoir des relations sexuelles non protégées avec des personnes inconnues. Ceci est vrai pour 18,2% d'hommes, comparé à 5,7% de femmes. (Figure 9)

FIGURE 9



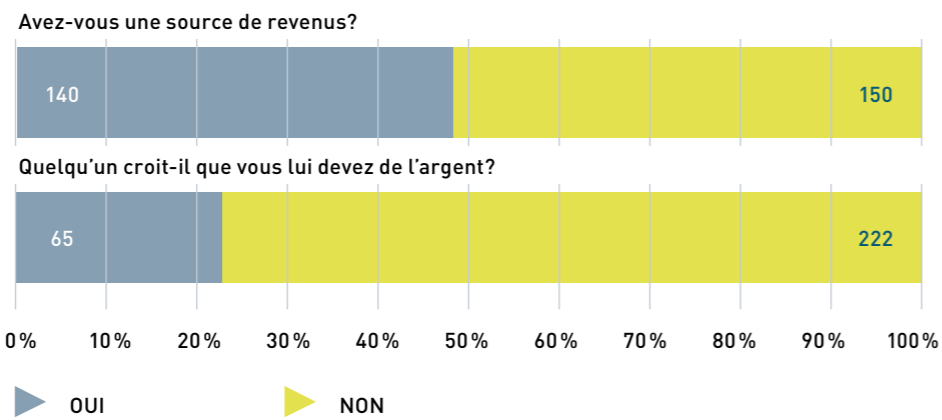
Il est important de rappeler que la question 7 du questionnaire VI-SPDAT n'a pas été posée lors des rencontres dans la mesure où en Belgique, les données relatives à des suspicions, des poursuites et des condamnations ne peuvent être traitées. A l'encodage, la réponse « refus » a été enregistrée pour chaque questionnaire.

SOCIALISATION ET FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN

22% des participants ont déclaré que quelqu'un (ex. un ancien propriétaire, une entreprise, un revendeur de drogue, un organisme gouvernemental) croyait que la personne interviewée lui devait de l'argent.

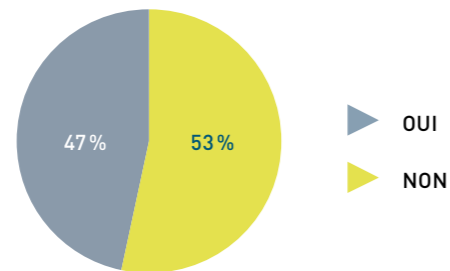
51% des personnes interviewées ont indiqué n'avoir aucune source de revenus. Cela s'applique à 23,9% des Belges et à 45,7% de ceux venant d'un autre pays que la Belgique. Pour les personnes non citoyennes de l'Union européenne, la proportion est de 53,8%, c'est-à-dire 57 personnes sur 106. (Figure 10)

FIGURE 10



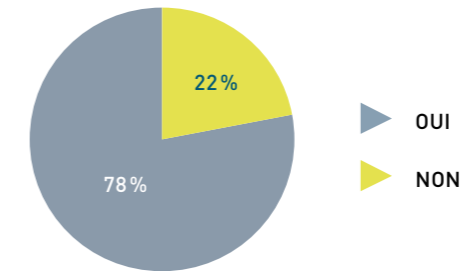
Plus de la moitié des personnes interviewées (53,4%) ont dit n'avoir aucune activité qui leur apporte de la joie et de l'épanouissement. (Figure 11)

FIGURE 11 - AVEZ-VOUS DES ACTIVITÉS PLANIFIÉES, MISE À PART VOTRE SIMPLE SURVIE, QUI VOUS APPORTENT DE LA JOIE ET DE L'ÉPANOUISSEMENT?



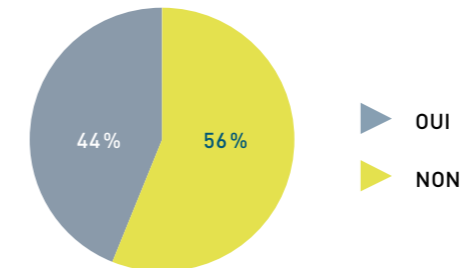
22% des participants ont déclaré ne pas être actuellement capables de subvenir à leurs besoins essentiels comme se laver, changer de vêtements, aller aux toilettes, trouver de la nourriture et de l'eau potable. Précisons que si un seul des besoins était satisfait, la réponse était encodée comme «oui». (Figure 12)

FIGURE 12 - ETES-VOUS ACTUELLEMENT CAPABLE DE SUBVENIR À VOS BESOINS ESSENTIELS?



43,9% des personnes ont répondu que leur itinérance était due à la fin d'une relation, à une relation malsaine ou violente, ou à une expulsion causée par un ami ou un membre de leur famille. C'est le cas pour 73,6% des personnes ayant un degré de vulnérabilité de « 8 et plus ». Par ailleurs, cela s'applique davantage aux femmes (48,6%) qu'aux hommes (40,7%). (Figure 13)

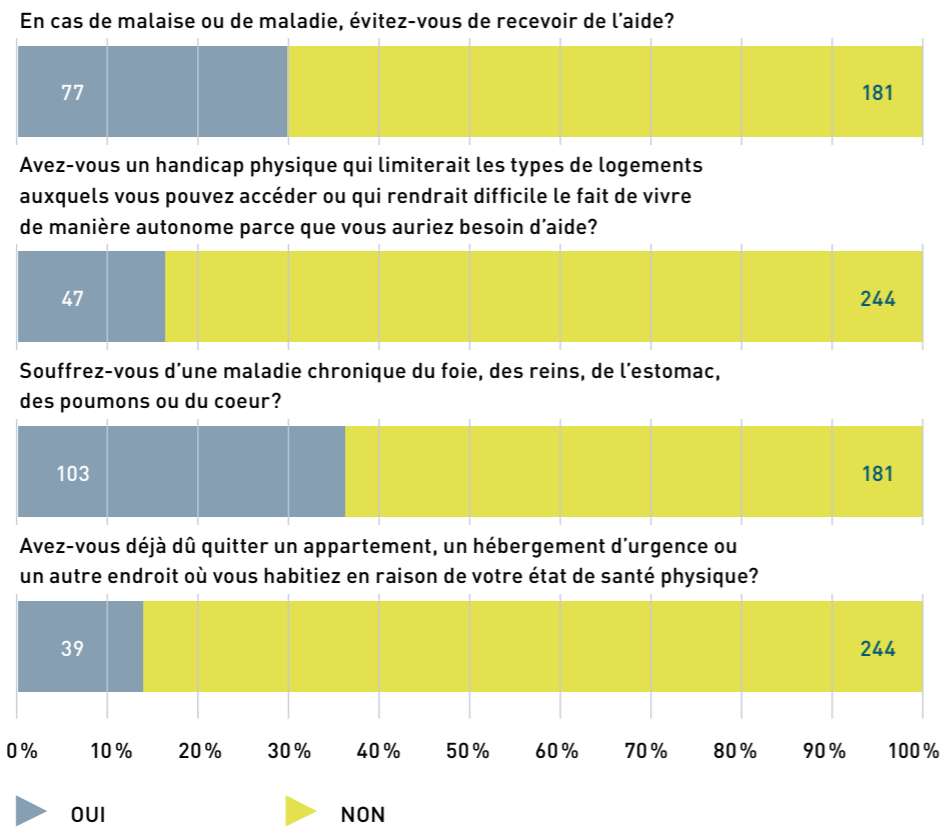
FIGURE 13 - VOTRE ITINÉRANCE EST-ELLE DUE À LA FIN D'UNE RELATION, À UNE RELATION MALSAINE OU VIOLENTE, OU À UNE EXPULSION CAUSÉE PAR UN AMI OU UN MEMBRE DE VOTRE FAMILLE?



SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Santé physique – 13,3% ont déclaré avoir quitté un logement à cause de problèmes de santé physique. (Figure 14)

FIGURE 14



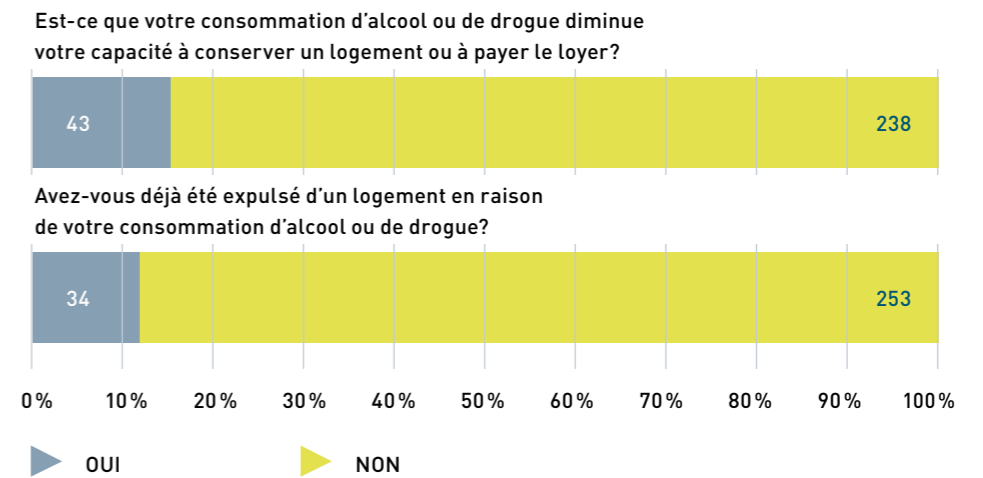
Problèmes de santé chroniques – 35% ont répondu avoir des problèmes de santé chroniques à un ou plusieurs organes vitaux (foie, reins, estomac, poumons, cœur).

Handicap physique – 16% ont dit avoir un handicap physique qui limite les types de logements auxquels ils peuvent accéder ou qui rend difficile le fait de vivre de manière autonome.

Aide médicale – 26,2% évitent de recevoir de l'aide en cas de malaise ou de maladie.

Consommation d'alcool ou de drogue – 8,2% des participants ont été expulsés d'un logement en raison de leur consommation de drogue ou d'alcool et 14,6% estiment que leur consommation rendrait difficile leur capacité à conserver un logement ou à payer le loyer. (Figure 15)

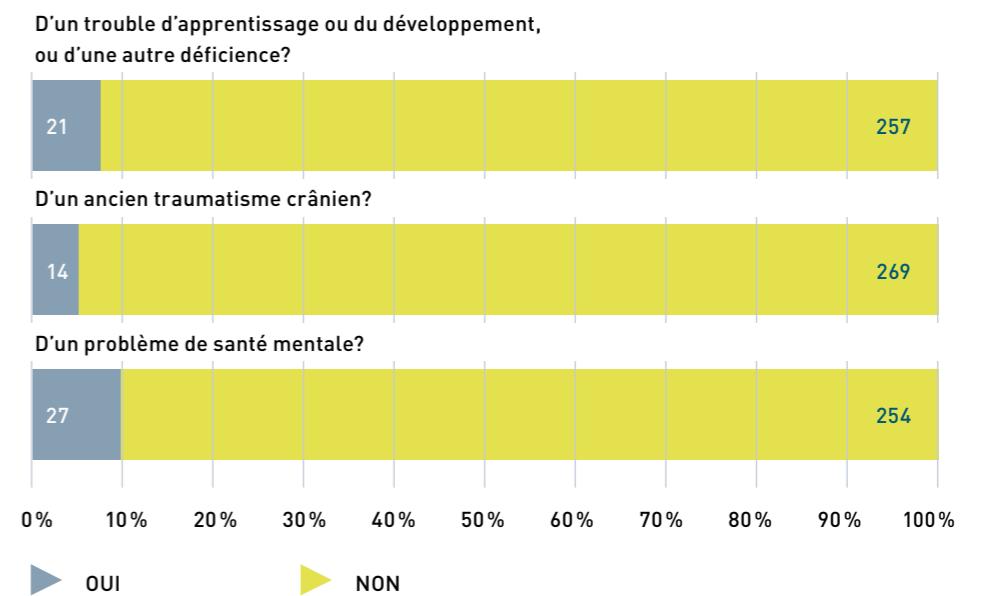
FIGURE 15



Grossesse – 4 femmes ont répondu être enceintes.

Santé mentale – 9,2% des personnes interviewées ont déclaré avoir des difficultés à garder un logement ou avoir été expulsées d'un logement à cause d'un problème de santé mentale; 5,2% à cause d'un ancien traumatisme crânien; et 7,1% à cause d'un trouble d'apprentissage ou du développement (ou autre déficience). (Figure 16)

FIGURE 16 - AVEZ VOUS DÉJÀ EU DES DIFFICULTÉS À CONSERVER UN LOGEMENT, OU QUITTÉ UN LOGEMENT OÙ VOUS HABITIEZ EN RAISON:

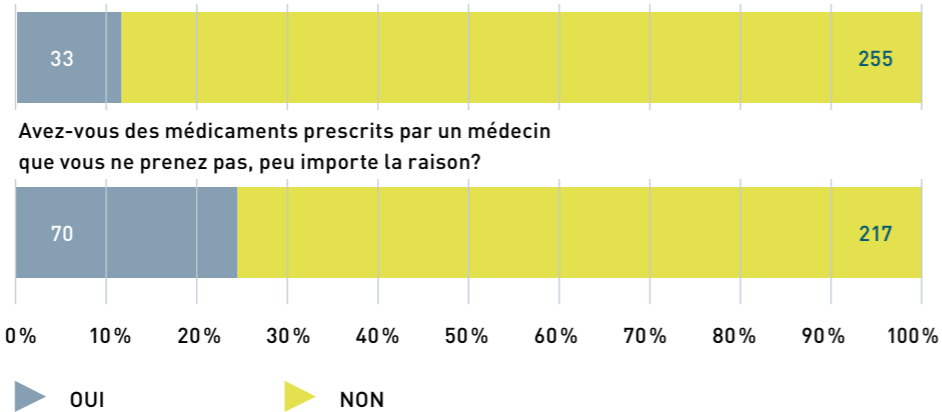


10,5% des participants ont répondu avoir un problème de santé mentale ou cérébrale qui rend difficile le fait de vivre de manière autonome.

Médicaments – Près d'un quart des personnes (23,8%) disent ne pas prendre les médicaments prescrits par leur médecin. 11,2% ont déclaré ne pas prendre les médicaments de la façon prescrite ou ont dit les vendre. (Figure 17)

FIGURE 17

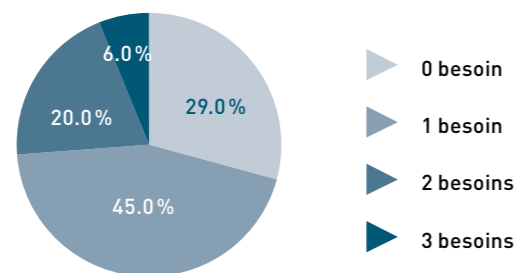
Avez-vous des médicaments, comme des anti-douleurs, que vous ne prenez pas de la façon prescrite ou que vous revendez?



Tri-morbidité – La tri-morbidité concerne ceux qui combinent un problème de santé mentale, de santé physique et d'assuétude. Il s'agit d'un indicateur clé car plus les besoins d'une personne sont complexes, plus il sera difficile de trouver une solution de logement qui répondra à ces besoins spécifiques.

6,1% des participants présentent le facteur de tri-morbidité et nécessitent, par conséquent, un soutien en termes de santé (physique et mentale) et d'assuétudes. (Figure 18)

FIGURE 18 - TRI-MORBIDITÉ



COMMENTAIRES SUR LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

Le sans-abrisme est une cause d'une santé fragile. Toutefois, les résultats de ces interviews révèlent que les problèmes de santé peuvent également entraîner la perte d'un logement: certains participants ont déclaré que des problèmes de santé et/ou une consommation de substances rendent difficile le maintien en logement et, dans certains cas, ont entraîné l'expulsion. 9,2% ont dû quitter leur logement à cause d'un problème de santé mentale et 8,2% à cause d'un problème de consommation de drogue/d'alcool.

Cette enquête montre clairement qu'il est nécessaire, pour certains, de mettre en place un accompagnement pour les aider à garder leur logement et leur offrir un soutien face à leurs besoins de santé. Si l'accès au logement dépend d'une quelconque abstinence ou d'attentes spécifiques en termes de comportement, les personnes ayant une addiction ou un problème de santé mentale sont susceptibles de rester sans-abri.



CONCLUSION

Le nombre de personnes vivant en rue dans la région de Bruxelles-Capitale ne cesse d'augmenter ces dernières années. Les enquêtes réalisées lors du «Face-à-face pour un logement» ont permis d'en connaître davantage sur le profil de ces personnes et leurs besoins.

Les résultats présentés ici mettent clairement en évidence les problèmes et les risques auxquels sont confrontés, au quotidien, les personnes sans-abri

et auxquels il est urgent de trouver une solution. En effet, 78% des personnes interviewées dorment habituellement à l'extérieur et 65% depuis plus d'un an. Près d'un tiers (31,6%) présente par ailleurs une vulnérabilité élevée, c'est-à-dire nécessitant un logement durable avec un accompagnement intensif. Ce rapport met également en lumière la faible proportion de Belges (22,8%) parmi les personnes rencontrées.




Les résultats de ce rapport sont basés sur 294 entretiens. Sachant que La Strada a évalué à 707 le nombre de personnes dormant en rue en 2016, il est nécessaire

et important d'aller à la rencontre des personnes qui n'ont pas été interviewées en juin dernier afin de capturer une image la plus réaliste possible du public sans-abri bruxellois. Le recueil de données fiables sur ce public est un travail qui demande d'être réalisé en continu.

La collecte de données détaillées et fiables représente la première étape dans la recherche de 400 logements. Ces données vont permettre d'imaginer des solutions de logement qui soient adaptées à la spécificité des besoins, en priorisant les personnes les plus vulnérables en termes de risque de mortalité.

Si le «Face-à-face pour un logement» a eu pour bénéfice de récolter des données fiables, il a aussi permis d'accroître la sensibilisation au sans-abrisme et d'engager de nombreux bénévoles dans la campagne 400Toits. Aujourd'hui, il s'avère crucial de maintenir l'engagement de la communauté afin de développer de nouvelles solutions et de nouvelles perspectives pour mettre fin au sans-abrisme.

» *Donc ce soir on met nos a priori de côté et on part à la découverte de ces destins brisés, ces accidentés de la vie.*


...l'avantage de cette nouvelle forme de démocratie qui donne à chacun d'entre nous la possibilité d'apporter notre pierre à l'édifice.

REMERCIEMENTS

Merci à toutes les personnes qui ont participé bénévolement à la semaine face-à-face pour un logement, et l'ont rendue possible

Merci aux partenaires qui ont soutenu la semaine face-à-face pour un logement, parmi lesquels:





400

TOITS | DAKEN

www.400toits.brussels